

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 5 septembre 2024

Zoom sur : Baisse de la subvention du diesel et grève des transporteurs en Colombie.

La hausse du prix du diesel a donné suite à une grève généralisée des transporteurs, qui provoque des blocages coûteux, générant des pertes économiques quotidiennes évaluées à 300 M USD par le gouvernement. Ces protestations ont touché des départements clés tels que Norte de Santander, Antioquia, Cesar, Cundinamarca, Nariño et Boyacá, avec environ 800 véhicules bloquant les routes principales. Les manifestations ont également affecté environ 500 000 usagers du *Transmilenio*, avec des retards importants dans les transports publics de Bogotá. Le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, justifie l'augmentation comme étant une mesure indispensable pour l'assainissement des finances publiques. Il estime d'ailleurs que cette hausse pèsera marginalement sur l'inflation. **Le gouvernement colombien prévoit ainsi que l'augmentation d'environ 0,46 USD/gallon des tarifs de l'ACPM (diesel) en septembre entraînera une hausse de l'inflation de +0,3 pt % g.a d'ici la fin de l'année, soit une inflation en fin d'année de +5,5 % g.a.**

Les négociations avec les transporteurs, où il était question d'un ajustement tarifaire progressif en trois étapes, ont échoué, les discussions ayant été suspendues sans accord ce mercredi. Le ministre des finances a précisé que le prix du diesel restera stable pour le reste de l'année 2024, mais que de nouveaux ajustements seront nécessaires en 2025. Il a également averti que ce sont les blocages des transporteurs qui pourraient avoir un impact sur l'inflation. Cette position est partagée par le syndicat des travailleurs (CUT) et d'autres syndicats qui ont critiqué la grève, la qualifiant de contre-productive.



Source image : EL TIEMPO.

Bolivie

Les réserves internationales boliviennes ont atteint 1,9 Md USD en août 2024.

Le président de la Banque Centrale (BCB), Edwin Rojas, a indiqué qu'au mois d'août de cette année, les réserves internationales nettes (RIN) atteignaient 1,9 Mds USD, un chiffre supérieur de 196 M USD à celui de décembre 2023.

Dans ce contexte, et dans le but de renforcer ces réserves, la BCB a acquis un total de 12,38 tonnes d'or fin sur le marché intérieur au cours de l'année 2023. Ainsi, jusqu'à présent, l'achat d'or aurait contribué au renforcement des réserves internationales boliviennes à hauteur d'environ 653 M USD. De plus, la BCB a également procédé à l'émission d'obligations (*Bono BCB en dollars*) à hauteur de 263 M USD et de certificats de dépôt pour un montant de 79 M USD. Des spécialistes ont cependant souligné que le niveau de ces réserves reste critique et qu'à ce jour les réserves servent principalement à couvrir les dépenses publiques, les importations de combustibles et la dette externe.

La chambre bolivienne de la construction a déclaré l'état d'urgence en raison d'une potentielle paralysie d'au moins 50 % des travaux publics et privés dans le pays.

Dans un communiqué de presse, le Président de la Chambre bolivienne de la construction (Caboco), Raúl Solares, a déclaré l'état d'urgence en raison de la situation économique actuelle du pays. Cette déclaration est notamment due au manque de carburants et à l'augmentation du coût des devises, qui menaceraient de paralyser au moins 50 % des travaux d'infrastructure en cours d'exécution, publics et privés, de moyenne ou grande taille. Le Président de la Caboco a notamment dénoncé la conjoncture économique comme responsable de l'augmentation des coûts. 400 000 emplois directs et plus d'1 M d'emplois indirects seraient à risque. Une demande d'audience auprès du Président Luis Arce a ainsi été déposée par les représentants de la Caboco.

Colombie

La Banque centrale a abaissé les exigences en termes de réserves obligatoires.

Le 30 août 2024, le Conseil d'administration de la Banque centrale a communiqué la décision de diminuer les exigences en termes réserves obligatoires que les établissements de crédit doivent maintenir, conformément aux objectifs de son Plan stratégique 2022-2025.

Cette mesure, en abaissant le taux de réserves obligatoires de 8 % à 7 % pour les comptes courants et d'épargne, et de 3,5 % à 2,5 % pour les certificats de dépôts à termes (CDT) de moins de 18 mois, vise à accroître la liquidité disponible dans l'économie et à améliorer l'intégration financière. Ainsi, cette réduction devrait libérer environ 1,4 Md USD, contribuant ainsi à abaisser les coûts d'intermédiation financière tout en maintenant la stabilité monétaire grâce à des mécanismes de gestion des risques de liquidité conformes aux normes internationales.

La collecte fiscale a baissé de -6,8 % g.a sur les 7 premiers mois de l'année.

Entre janvier et juillet 2024, la collecte fiscale en Colombie a atteint 39,4 Md USD, marquant une baisse de -6,8 % par rapport à la même période en 2023, selon la direction des impôts et des douanes (DIAN). Cette diminution s'explique notamment par une réduction des impôts intérieurs de -5,2 %. En juillet, la collecte a toutefois progressé de + 4 % g.a, notamment à une hausse modeste de la TVA. Malgré cette amélioration, les analystes estiment que les objectifs de collecte pour 2024 ne seront probablement pas atteints, notamment en raison d'une collecte anticipée en 2023 au titre de l'impôt en 2024 surestimée.

Le déficit de la balance courante s'améliore et s'établit à -1,6 % du PIB au T2 2024.

Au T2 2024, le déficit de la balance courante s'est abaissé, à -1,6% du PIB (1,63 Md USD), reflétant l'impact positif de la reprise économique locale et internationale.

Malgré la baisse des prix des matières premières, à l'exception du pétrole, les revenus d'exportation ont continué de croître, soutenus par une augmentation des ventes de café et de pétrole. Cependant, le solde des services est devenu déficitaire à -0,3 % du PIB, marquant une détérioration par rapport au premier trimestre. De plus, les bénéfices nets des entreprises (bénéfices d'IDE, rapatriés à la maison mère) ont chuté à 3,1 % du PIB, atteignant leur niveau le plus bas depuis le T3 2021. En revanche,

L'investissement étranger direct a atteint près de 1,9 Md USD, couvrant entièrement le déficit courant. **Les économistes de Bancolombia anticipent un déficit annuel de la balance courante inférieur à 3 % du PIB pour la deuxième année consécutive.**

Portées par les combustibles, les exportations ont augmenté de +10,8 % g.a en juillet.

En juillet 2024, les exportations du pays ont atteint 4,6 Md USD FOB, enregistrant une hausse de 10,8 % par rapport à juillet 2023, selon les données du Département national de la statistique (DANE). Cette hausse est principalement due à l'augmentation de +6,3 % g.a des combustibles & produits extractifs, qui ont représenté 50,4 % des exportations totales. Les exportations de produits manufacturés ont également progressé de 14,8 % g.a, atteignant 942 M USD, tandis que celles des produits agricoles ont augmenté de 13,9 % g.a, totalisant 948 M USD. Cette performance a été principalement soutenue par les secteurs du charbon et des produits chimiques, ainsi que par celui du café.

Le taux de chômage a augmenté en juillet, atteignant 9,9 % (0,3 pt% g.a.).

En juillet, le taux de chômage s'est établi à 9,9 %, en légère hausse par rapport aux 9,6 % enregistrés en juillet 2023. Toutefois, après ajustement pour la saisonnalité, ce taux a diminué par rapport à juin et demeure inférieur à la moyenne du T1 2024, signalant ainsi une amélioration du marché du travail. Par rapport à juillet 2023, l'emploi a augmenté de 21 000 postes (+0,1 % g.a) principalement du fait de la création de 164 000 emplois dans les secteurs de l'administration publique, de la santé et de l'éducation. Par ailleurs, le taux d'informalité, a diminué d'un point de pourcentage en glissement annuel, passant de 53,5 % à 52,5 %.

Au niveau régional, les treize principales villes du pays ont créé 83 000 emplois et les zones rurales 34 000 emplois.

Les départements de la Guajira et du Chocó enregistrent les plus forts taux de pauvreté monétaire du pays.

En 2023, les départements de La Guajira et du Chocó affichent les taux de pauvreté monétaire les plus élevés en Colombie, respectivement 65,3 % et 67,7 %. Ces chiffres les place environ 10 points de pourcentage au-dessus de la moyenne nationale, tandis que l'extrême pauvreté y est supérieure de 20 points. À La Guajira, la pauvreté monétaire a diminué de seulement 0,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, mais l'extrême pauvreté a augmenté, passant de 37,1 % à 40,6 %. Au Chocó, bien que la pauvreté monétaire ait légèrement augmenté d'un point, l'extrême pauvreté a légèrement diminué, de 44,2 % à 43,5 %. Ces chiffres reflètent un contraste marqué avec les départements affichant les taux les plus bas, tels que Cundinamarca (21,5 %).

Equateur

Le gouvernement initie la fermeture du champ pétrolier ITT.

Le gouvernement équatorien a démarré le processus de fermeture du champ pétrolier ITT, mettant ainsi en place les résultats du référendum d'avril dernier. En ce sens, le premier puit (sur les 247 puits que composent l'ITT) a été fermé le 28 août dernier. Le champ ITT produit actuellement environ 43 000 barils de pétrole par jour, soit des recettes d'environ 1,3 Md USD par an. Le ministère de l'énergie a communiqué un calendrier de fermeture définitive d'ici décembre 2029, soit environ la fermeture de 48 puits par an. Petroecuador a évoqué la possibilité d'explorer de nouveaux champs pétroliers dans la zone sud-ouest du pays, ainsi qu'une possible concession du champ pétrolier Sacha au secteur privé pour combler ce manque à gagner.

Le ministère de l'énergie a présenté la mise à jour du plan directeur de l'électricité pour la période 2023-2032.

Il s'agit de la feuille de route de transition énergétique basée sur les ENR (y compris hydrogène vert). L'objectif principal est de diversifier les sources énergétiques (aujourd'hui prépondérance de l'hydroélectricité). Le plan prévoit 32 projets énergétiques d'un montant de

10,4 MdUSD d'ici 2032. Dans ce cadre, l'opérateur national d'électricité CELEC a lancé l'appel d'offres international pour la construction d'une ligne d'interconnexion avec le Pérou de 500 Kw. L'AO est composé de 2 lots (une nouvelle sous-station et l'agrandissement de la sous station existante – 80 MUSD ; 3 lignes de transmission – 184 MUSD). Ce projet est financé à 43% par la BID, à 43% par la Banque Européenne d'investissements et à 14% avec des ressources propres.

Guyana

Le Guyana a lancé un appel d'offres pour renforcer son infrastructure électrique, afin de répondre à une demande en croissance.

La *Guyana Power and Light* (GPL) cherche des entreprises pour fournir des services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de financement pour une nouvelle ligne de transmission, incluant l'agrandissement des sous-stations de Vreed-en-Hoop et de Kingston. **Le projet vise à préparer le réseau pour une augmentation prévue du nombre de clients, qui devrait atteindre 265 014 d'ici 2028, soit une hausse de 40 012 par rapport à 2023.** GPL prévoit également un appel d'offres pour des projets solaires et de stockage à grande échelle, ainsi qu'un projet de production d'électricité au gaz de 300 MW.

Prévision de croissance de +42,8 % g.a pour 2024 selon le gouvernement.

Le président Irfaan Ali a annoncé une prévision de croissance économique annuelle de +42,8 %, soutenue par une forte expansion du secteur pétrolier. La production pétrolière s'est élevée à 113,5 M de barils au T1 2024, contribuant à hauteur de 67 % à la croissance du trimestre. En outre, le secteur devrait croître de 56,4 % cette année. Ainsi, cette dynamique propulse le Guyana vers une position où il pourrait surpasser, d'ici 2027, des pays comme l'Arabie saoudite et le Koweït en termes de production de pétrole par habitant.

En parallèle, **la croissance non-pétrolière s'est établie à 12,6 % g.a au T1 2024, malgré une baisse significative de la production de sucre de canne**, qui a chuté de 60 % g.a du fait d'une sécheresse prolongée.

Pérou

En 2024, l'initiative *Obras por Impuesto* (Oxi), a attribué un record de 615 M USD en projets de développement.

Entre janvier et août 2024, l'Agence de Promotion des Investissements Privés (Proinversión) a attribué 58 projets dans le cadre de l'initiative « *Obras por Impuesto* » (Oxi), pour un total de 615 MUSD, soit le montant le plus élevé depuis le lancement de ce mécanisme il y a bientôt 16 ans. L'initiative Oxi est une modalité d'investissement public qui s'appuie sur la participation d'entreprises privées dans le cadre du financement et de l'exécution de projets publics en contrepartie d'une exonération fiscale, favorisant ainsi l'exécution rapide et efficace de projets de développement. Selon Proinversión, les principaux projets attribués sur la période de janvier à août 2024 concernent le centre de transformation numérique et de traitement des données au siège du gouvernement régional d'Ica (52 M USD), la modernisation de l'école « *La Victoria de Ayacucho* » à Huancavelica (25 MUSD) ou encore le mégaprojet pour l'amélioration et l'expansion des services de santé de l'hôpital Víctor Ramos Guardia à Huaraz (290 M USD).

Les volumes de production mondiaux de farine et d'huile de poisson sont portés par les résultats de la première saison de pêche au Pérou.

Selon l'*International Marine Ingredients Organisation* (IFFO), entre janvier et juin 2024, la production mondiale de farine de poisson ainsi que la production mondiale d'huile de poisson ont respectivement augmenté de 40 % et de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente. L'analyse de l'IFFO a démontré que ces volumes de production sont principalement dus aux résultats de la première saison de pêche à l'anchois au Pérou, qui possède la plus grande pêcherie du monde. D'autre part, contrairement à la situation péruvienne, l'IFFO relève la diminution des approvisionnements en poisson pour la production de farine et d'huile de poisson en 2024 pour de nombreux pays comme le Chili, les Etats-Unis ou encore la

Chine. Enfin, selon les projections du Cadre Macroéconomique Pluriannuel (MMM), publiées par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), **le secteur de la pêche péruvien connaît une croissance de 25 % en 2024, son taux le plus élevé depuis 2018.**

Suriname

Le conseil syndical et le gouvernement négocient une augmentation salariale de 20 % pour les fonctionnaires.

Le gouvernement et le conseil syndical du Suriname ont conclu un accord concernant une augmentation salariale de 20 % pour les salariés du secteur public, qui sera intégrée en une seule fois dans les salaires en janvier 2025.

Ce montant intègre une augmentation rétroactive basée sur les salaires de 2018, avec un paiement immédiat pour octobre, novembre et février pour les fonctionnaires. Initialement, le gouvernement proposait une augmentation de 15 % en deux étapes (10 % en juillet et 5 % en janvier), mais l'offre a été rejetée. Le président du conseil syndical, a exprimé sa satisfaction quant à la réalisation de cette augmentation, négociée depuis des années.

Le développement du Block 58 stimule l'emploi local.

Le projet de développement du Block 58 au Suriname, opéré par TotalEnergies, prévoit l'embauche d'environ 600 salariés lors de la phase de forage, prévue pour début 2026. Ce personnel sera majoritairement constitué de spécialistes hautement qualifiés, mais inclura également des travailleurs locaux pour la phase de construction et d'installation. En outre, pour sa phase de production, TotalEnergies envisage d'employer 100 à 150 travailleurs locaux principalement dans des rôles de soutien à terre. Pour rappel, le projet, estimé à 9 Md USD, vise à exploiter 700 M de barils de ressources récupérables et produire jusqu'à 200 000 bpj.

Venezuela

L'inflation décélère en août, à 52 % g.a.

L'Observatoire Vénézuélien des Finances (OVF, un *think tank* privé) a publié son rapport

mensuel indiquant une inflation mensuelle de 2,8 %, soit une inflation annuelle de 52 %.

Les secteurs ayant enregistré les plus fortes augmentations de prix sont les communications (+6,4%), la téléphonie cellulaire (+8%) et la téléphonie locale (+14,4%), ainsi que les services (+4%) et les loyers (+4,3%).

La Banque centrale baisse ses exigences sur les réserves légales obligatoires.

À la suite de l'annonce de la vice-présidente exécutive Delcy Rodriguez le 29 août sur les mesures économiques visant à renforcer la disponibilité des ressources pour l'intermédiation financière, la Banque Centrale du Venezuela a publié qu'à **compter du 4 septembre 2024, les institutions bancaires pourront déduire quotidiennement de leur réserve légale obligatoire (fixée à 73 %) 50 % de la valeur des billets de 0,5 et 1 VES du bolívar souverain réexprimé, ainsi que 70 % de la valeur des billets de 5 à 500 VES issus de la nouvelle expression monétaire de 2021.**

La restriction aérienne commerciale se prolonge jusqu'au 30 septembre.

La suspension temporaire des opérations de transport aérien à destination et en provenance du Venezuela avec le Panama, le Pérou et la République Dominicaine émise par les autorités vénézuéliennes depuis le 30 juillet est prorogée jusqu'au 30 septembre.

Asoproco prévoit une hausse de 20 % g. a de la production de crevettes pour 2024.

L'Association des Producteurs de Crevettes de Zula (Asoproco) a annoncé une augmentation de 20 % g.a de la production cette année, qui devrait atteindre 100 000 tonnes, contre 60 000 tonnes l'an dernier. Asoproco a entamé des discussions avec le gouvernement pour réduire la TVA sur les crevettes, arguant que d'autres protéines locales, comme le porc et le bœuf, sont exemptées. **Les crevettes sont le troisième produit d'exportation du Venezuela après le pétrole et les produits miniers. Elles sont principalement exportées vers l'Europe, notamment la France, l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique.**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una Lacaze, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr